Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ambassade de France au Maroc

Service de Presse et de communication

VISITE D'ETAT AU MAROC
3 et 4 avril 2013

Revue de presse
****
SUITES DE LA VISITE

PRESSE EN LIGNE

Yabiladi.com
Le Maroc à portée de clic !

Hollande au Maroc : Les Marocains de France lient « fraternellement » les deux pays

Bien sûr, à Yabiladi, on a épluché toute la presse, écouté et lu les discours officiels à la recherche du moindre message adressé par François Hollande, hier, mercredi 3 avril, à ce que la France et le Maroc ont en commun de plus vivant : 1 million de Marocains résidant en France. Il y a eu cette phrase : « Ce qui nous rapproche aujourd'hui ce sont nos populations, les Marocains de France, comme les Français du Maroc. Marocains de France si nombreux. Marocains et Français. Français issus de l'immigration. Marocains restant Marocains mais restant attachés à la France. Oui, ces populations qui se rencontrent, se fréquentent, voilà ce qui fait que nous somme liés fraternellement aujourd'hui », a souligné le président de la république française.

Le roi Mohammed VI, quelques minutes plus tôt, avait également tenu à « saisir cette opportunité, pour rendre un vibrant hommage à nos ressortissants, respectivement installés en

France et au Maroc, qui, par leur implication, leur dynamisme et leur talent créateur contribuent au renforcement et à l'enrichissement de nos rapports. »

Tirailleurs mais pas chibanis

Ce sera tout. Le président de la république française a surtout insisté sur les tirailleurs marocains engagés dans l'armée française. « L'histoire, c'est aussi celle de la solidarité dans les épreuves. Et je n'oublierai jamais, au nom de la France, les tirailleurs marocains qui sont venus se battre au cours des deux guerres mondiales et qui resteront à jamais gravés dans notre mémoire », a-t-il déclaré. Ils ont toute sa reconnaissance, mais le nouveau gouvernement n'a pris aucune mesure pour rendre automatique la décristallisation des pensions de retraites de ces mêmes « tirailleurs ».

Les fameux « chibanis », les premiers immigrés marocains à être arrivés en France, participant à la reconstruction après guerre, ont été oubliés. Pourtant, ils font l'objet, actuellement, d'une mission d'information menée par le député Alexis Bachelay, à la demande de Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale.

Loin du discours de Martine Aubry

En dépit de ces rapides références, l'ensemble de son discours, aux échos presque gaulliens, est resté très éloigné de celui de Martine Aubry, qui était venue à sa place au Maroc, les 8 et 9 mars 2012, pour un meeting de campagne. Elle avait joliment qualifié de « carabistouilles » le débat sur les élus musulmans, et la viande halal à l'école. Surtout, elle avait insisté sur l'importance de faciliter la mobilité entre la France et le Maroc, et de permettre, notamment aux personnes de faire des aller-retours. « Ils [les Marocains en France, ndlr] doivent pouvoir rentrer au Maroc, en sachant qu'ils pourront revenir ensuite en France », a-t-elle insisté, faisant état de ce que les spécialistes de la migration appellent la migration circulaire.

Pour soutenir, le droit de vote des étrangers aux élections locales - mais seuls les Français ont le droit de voter la loi, avait-elle précisé - elle a souligné « ce que cette diversité nous apporte comme intelligence complémentaire ». Elle a également fait référence à l'importance de partager les « valeurs communes » de la France. Très applaudie, elle avait estimé : « la communauté marocaine à Lille n'est pas intégrée, elle est lilloise. » Aucune mention du droit de vote des étrangers, hier, puisque François Hollande a enterré sa propre réforme.

Maroc : Le Petit Journal de Canal Plus se moque de l'accueil réservé au président Hollande

L'émission française Le Petit Journal de Canal Plus s'est en partie focalisée hier soir, 4 avril, sur la visite du président Hollande au Maroc. Le concept de l'émission est simple : décortiquer avec humour l'actualité des politiciens français et relever les petits détails

insolites se déroulant dans les coulisses de l'évènement, auquel les journalistes ont été invités.

Baise-main et tapis

Présentée par Yann Barthès, l'émission n'a pas hésité à se moquer de plusieurs aspects de la visite du président français au royaume, en insistant notamment sur l'inauguration de la station d'épuration des eaux usées à Médiouna, du baise-main au roi Mohamed VI et au prince Moulay El Hassan par les officiels, officiers et employés de la station d'épuration ou encore de la profusion de tapis rouges déroulés sous les pieds des deux chefs d'état.

Une émission qui n'a pas manqué de faire réagir des téléspectateurs marocains qui se sont rués sur la page Facebook de l'émission pour dire ce qu'ils pensaient de l'émission. Les commentaires sont assez mitigés. Le camp de ceux qui se sont sentis humiliés par les moqueries de l'émission s'oppose à ceux qui rappellent que l'émission est avant humoristique.

« Ce n'est pas parce qu'on est gentil qu'on est facile à critiquer ! »

« Je suis écœurée par le reportage sur notre pays le Maroc. Il faut savoir Mesdames et Messieurs que celui qui touche l'image de notre Roi ou d'un des membres de la famille royale entache forcément celle du Maroc », s'exclame Fatine. « Avec son montage qui ne représente pas la réalité, il [le journaliste] salit l'image de tout un peuple ! Vu qu'il ne peut plus faire du terrain, il aurait dû juste faire le déplacement dans les studios de Canal pour avoir des informations plus crédibles sur le Maroc (…) via son collègue Ali Baddou (qui connait bien le Maroc). Les Marocains aiment embrasser la main du roi par respect, comme on aime embrasser la main de nos pères (par respect aussi) », renchérit Manan. « Notre pays connait énormément de problèmes comme tous les pays, mais on ne se permet pas de se moquer des autres et encore moins de les caricaturer, surtout quand on est un simple invité » lance Ra'. « Personne n'est dans l'obligation de baiser la main du roi ou du prince, d'ailleurs les ministres du PJD ne le font pas, et ils sont toujours en vie ! », ironise Nizar.

Ce que j'ai compris de tout ça, c'est que les Français "avec cette émission là, (…) ne savent surtout pas ce que l'hospitalité veut dire (…) Ce n'est pas parce qu'on est gentil qu'on est facile à critiquer ! (…) Ils [les Français] n'ont pas respecté une intimité marocaine, tout simplement parce qu'on était très généreux, sauf que je pense que vous ne le méritez pas (…) nous les Marocains aimons notre Roi, et vous n'êtes pas en droit de le critiquer. », ajoute Youness.

« On a le droit de rire de tout ! »

D'autres messages laissés sur la page Facebook du Petit Journal rappellent que c'est une émission avant tout, pour faire rire. « Moi quand je vois les commentaires de certains (Marocains je suppose) ça me fout les jetons ! La liberté d'expression vous connaissez ?! D'ailleurs je suis Marocaine et j'ai trop aimé la séquence des " tapis " (…) bon boulot !», répond Imane. « Les marocains sont toujours prêts à gueuler pour un rien. Je suis tout à fait pour le respect qu'on doit à un monarque quel qu'il soit, mais en l'occurrence là dans le Petit Journal, il n'y a eu aucune insulte, le ton reste léger (…) Il faut avoir un minimum de capacité d'autodérision, ils ne l'ont pas insulté ! » estime Hind.

« Péter un coup les gens ! On a le droit de rire de tout. De plus, le ton était vraiment léger dans ce Petit Journal. Tous nos hommes politiques en ont vu bien d'autres et des pires. C'est juste de l'humour. », insiste Sébastien. « Je trouve que vous étiez très gentil avec Mohammed 6. Vous avez également oublié de dire que la moitié du peuple crève de faim et un quart a quitté le pays pour une vie meilleure ! », lâche Loubna. « Comment je me marre ! Tous ces Marocains offensés par le petit journal ! Non mais allo quoi ! En 2013 vous faites le baise main à vos dirigeants, dont le 2ème plus important a 8 ans ! Non mais allo quoi ! Nous on veut garder notre liberté d'expression ? Vous êtes pas content, bah c'est pareil », s'exclame Greg. « C'est rigolo [l'émission], mais on l'aime [le roi] quoi qu'il en soit ! » conclut Mourad.

Petit Journal de Canal + : Des Marocains révoltés appellent au boycott de la chaîne

En l'espace de 4 mois seulement, deux appels au boycott contre deux sociétés françaises ont été lancés par des Marocains. Le premier était contre la compagnie Air France en janvier dernier. Aujourd'hui, il s'agit de la chaîne Canal Plus. Deux appels au boycott qui ont un point commun : dénoncer des moqueries à l'encontre du roi.

Les Marocains seraient-ils pris d'une boycottite aigue, un néologisme signifiant la maladie des boycotts ? Après l'épisode de la blague du pilote d'Air France ayant lancé une boutade sur le roi en décembre dernier, qui a amené une dizaine de Marocains à appeler à boycotter la compagnie française, c'est Canal + qui en prend désormais pour son grade, et ce quatre jours après la diffusion du Petit Journal. L'émission diffusée le 4 avril s'est moquée de l'accueil réservé au Président Hollande par les autorités marocaines et a insisté notamment sur le baise-main royal.

Demande d'excuses publiques de Canal +

Pour certains Marocains au royaume et à l'étranger, la pilule a toujours du mal à passer. Après les multiples critiques laissées sur la page Facebook de l'émission et sur le site Yabiladi, certains ont décidé de passer à l'action. Ils ont lancé un appel au boycott de la chaîne Canal Plus. Un groupe intitulé « Marocains du monde : Action boycottons Canal Plus » a vu le jour sur Facebook le 5 avril dernier. Plus de 500 personnes ont adhéré au groupe.

« Nous considérons ce geste, déplorable et inacceptable [moquerie du baise-main royal], comme étant une insulte envers l'intégralité du peuple marocain. De par ces faits, nous décidons de boycotter la chaîne ainsi que tous les produits commercialisés par le groupe Canal+ », explique le groupe Facebook. « Nous exigeons que la chaîne Canal+ présente des excuses publiques et officielles, et procède à la suppression de la vidéo de l'émission», exige-t-il. Une pétition circule également sur le web pour demander le retrait de la vidéo et des excuses du groupe. Quant à un internaute marocain, Mehdi Benkirane, lui demande des excuses de la part de Yann Barthès. « Vous avez réellement dérapé et cela mérite des excuses publiques », écrit-il dans une lettre dédiée au présentateur TV publiée sur son compte Facebook et relayée sur la page Facebook de Yann Barthès.

Geste symbolique

Cependant, lancer un appel au boycott de la chaîne Canal + n'est-il pas exagéré ? Ces Marocains ont-ils oublié que cette émission est avant tout une émission satirique ? Le créateur du groupe, Nabil el Kadiri un MRE de Belgique, n'est pas de cet avis. Il reconnait que l'appel au boycott est avant tout un geste symbolique mais avec un but bien précis : montrer que les Marocains ne sont pas un peuple soumis comme dépeints dans l'émission. « Nous sommes conscients du fait que l'audience de la chaîne est chiffrée par de millions de téléspectateurs. Une poignée de Marocains ne fera certainement pas le poids. », avoue-t-il. « Je pense qu'en temps de crise, les dirigeants ne peuvent se permettre de voir leur chiffre d'affaire diminuer ou de perdre des abonnés. Même si nous ne sommes qu'une minorité, nous souhaitons que les dirigeants pèsent le pour et le contre pour se rendre compte finalement que de tels propos, contre une monarchie et un pays étranger ne peuvent que nuire à leur réputation. » ajoute-t-il.

Bzzzz….bzzzzz !

L'appel au boycott n'a pas manqué de faire réagir d'autres Marocains qui, eux, ont adoré l'émission. « A tous les Marocains offensés. Si vous voulez rester des esclaves de ses protocoles moyenâgeux, vous êtes libres, mais vous représentez que vous. Je suis marocain et j'ai honte de tous ces rites ! Vous n'avez aucune dignité», estime Jilali 88 sur Yabiladi. Quant au commentateur El Bekkaig, lui réplique, à l'appel au boycott de la chaîne en postant un lien pour que les Marocains, au contraire, s'abonnent au plus vite à Canal Plus. Il lance plus loin « Encore merci Yann et bravo, beau reportage. On s'est bien marré en tout cas…..bzzz..bzzz... ! ».

De son côté, Asia01 tente de calmer les Marocains en colère. « Pour ceux qui n'auraient pas compris, à propos de la station d'épuration, c'est un clin d'œil pour Hollande. Réfléchissez, c'est la merde dans le parti socialiste et le roi lui fait visiter une station d'épuration. Mdr ! (…) A la critique répondons par la critique, que dire d'Hollande qui se ramène en voyage officiel avec sa copine, aux frais de la France! », s'exclame-t-il.

Comment boycotter une chaîne…piratée ?

Le commentateur El Bekkaig revient avec un commentaire plein de sarcasme : « Boycottez le piratage de vos Dreambox, comme ça vous n'aurez plus Canal + ! » faisant référence à tous ces Marocains qui regardent Canal Plus chez eux sans payer le moindre centime puisqu'ils la piratent. Un commentaire auquel répond, Nabil el Kadiri : « La mention dans le nom du groupe, indique bien Marocains du Monde, car la plupart des MRE payent pour capter ces chaînes, y compris moi, dans des bouquets assez coûteux chez des opérateurs tels que BETV, en Belgique. ».

A ce jour, ni la chaîne Canal Plus, ni le présentateur Yann Barthès, n'ont réagi face à la colère des Marocains qui se sont sentis humiliés par l'émission. Yann Barthès poussera-t-il le vice jusqu'au bout en revenant, lors d'une prochaine émission sur les réactions des Marocains mécontents ?

AtlasInfo.fr

La procédure d'octroi de visas aux étudiants marocains en France sera assouplie (Hollande)

La procédure de délivrance des visas d'études aux jeunes marocains sera assouplie pour faire en sorte que les étudiants déjà établis en France puissent poursuivre leur parcours et que d'autres puissent venir, a affirmé, jeudi à Sala Al Jadida, le Président français M. François Hollande.

"J'ai veillé à assouplir cette procédure (NDLR : d'octroi des visas d'études) pour faire en sorte que les étudiants partis se former en France puissent y rester pour faire des stages", a indiqué le Président français, s'adressant aux étudiants de l'Université internationale de Rabat (UIR).

C'est dans cette optique qu'il a été décidé d'abroger la "circulaire Guéant" (qui restreignait la possibilité pour les étudiants étrangers diplômés de travailler en France), et de favoriser, dorénavant, les visas de court séjour pour permettre aux étudiants marocains de valoriser dans leur pays natal l'expérience qu'ils ont acquise en France.

"Au-delà de la mobilité et de l'échange, notre souci c'est que les étudiants marocains en France puissent revenir au Maroc pour servir l'économie et accompagner les projets emblématiques de leur pays", a insisté M. Hollande, exprimant son engagement à encourager les "allers retours, les échanges et la circulation des idées et des personnes".

Plaidant pour la création d'"un espace commun de formation", le chef de l'Etat français s'est félicité de la signature, dans le cadre de sa visite au Maroc, d'accords concernant l'implantation d'établissements universitaires français dans le Royaume, grâce auxquels "toutes les grandes écoles et universités françaises vont être représentées au Maroc" et délivreront des "diplô mes reconnus dans les deux pays, avec la même valeur et les mêmes exigences".

M. Hollande n'a pas manqué, à cette occasion, de saluer "l'idée, le projet et les réalisations" de l'UIR, fruit d'un partenariat maroco-français qui "ouvre aux jeunes marocains les portes d'une formation d'excellence dans un établissement d'exception reflétant les relations, elles-mêmes exceptionnelles, entre le Maroc et la France".

En réponse à la question d'une étudiante sur la nouvelle politique d'immigration adoptée par les autorités françaises, M. Hollande a indiqué que la tendance actuellement est vers l'allègement de la procédure d'octroi de visas de court séjour à certaines catégories de citoyens marocains, notamment les étudiants, enseignants et chercheurs, qui, désormais, "doivent pouvoir venir en France sans contrats et sans procédure excessive".

Sur un autre registre, le Président français a noté que le Maroc et la France "ont la même approche sur les problèmes du monde et le même souci de la paix", notamment dans le Proche-Orient où les deux pays soutiennent l'établissement d'"un Etat palestinien aux côtés de l'Etat d'Israël".

M. Hollande a également fait état d'une convergence de vue en ce qui concerne la lutte contre les groupes terroristes dans le nord du Mali, ajoutant qu'en plus de plaider en faveur du règlement de ce conflit et de la promotion des droits dans le pays, le Maroc et la France partagent, à plus grande échelle, la même volonté de soutenir les projets économiques dans le continent africain et d'agir ensemble "pour faire de l'Afrique un grand continent de croissance et de développement".

Selon le président de l'Université internationale de Rabat, Noureddine Mouaddib, la visite du chef de la République française a permis un échange fructueux avec les étudiants qui ont pu poser diverses questions d'actualité et exprimer leurs préoccupations par rapport à leur avenir estudiantin et professionnel.

C'était également l'occasion pour le président français de prendre connaissance du concept novateur de l'UIR, qui offre à ses étudiants un double diplôme reconnu aussi bien au Maroc qu'en France, en plus d'une mobilité semestrielle avec les établissements universitaires français, a-t-il expliqué dans une déclaration à la MAP.

L'UIR, poursuit-il, matérialise d'ores et déjà la démarche de co-localisation et de co-développement promue par les autorités des deux pays, puisqu'elle offre à ses étudiants les mêmes formations dispensées en France, et se propose de contribuer à ce que "l'industrie marocaine passe d'un stade de sous-traitance à un stade d'innovation et de création de richesses".

"Les étudiants de l'Université se montrent fiers et honorés par la visite que leur a rendue M. François Hollande, d'autant plus que le Chef de l'Etat français a axé son discours sur le secteur de l'enseignement supérieur et réaffirmé son engagement pour la promotion du partenariat maroco-français en matière de formation", a confié à la MAP Yassine Aichouch, membre du bureau des étudiants de l'UIR.

Et d'émettre le souhait que cette visite puisse donner une forte impulsion à ce genre de partenariats et favoriser l'échange d'expériences entre les établissements universitaires marocains et leurs homologues français, au bénéfice du système éducatif national.

François Hollande réaffirme le soutien de la France au plan d'autonomie pour le Sahara

Le président François Hollande a réaffirmé avec force jeudi devant le Parlement marocain à Rabat le soutien de la France au plan d'une large autonomie proposé par le Maroc pour sortir

du conflit du Sahara, qui oppose le Maroc et l'Algérie depuis plus de 30 ans.

"Le plan présenté en 2007 par le Maroc prévoit un statut de large autonomie pour la population" de cette région et "je le redis ici, c'est une base et sérieuse et crédible en vue d'une solution négociée", a-t-il lancé, très applaudi par les députés, debout dans l'hémicycle.

Le président français a jugé "urgent" de trouver une solution estimant que "la crise au Sahel rend encore plus urgente la nécessité de mettre fin à cette situation". "La France soutient la démarche du secrétaire général des Nations unies pour parvenir à un règlement politique acceptable" sur la base des résolutions de l'Onu, a-t-il dit.

François Hollande a par ailleurs salué jles "pas décisifs" que le Maroc accomplit "chaque jour" vers la démocratie, ajoutant que le royaume s'affirmait comme "un pays de stabilité", lors de son discours devant le Parlement à Rabat.

"Le message, il est simple: la France a confiance dans le Maroc", a déclaré M. Hollande, qui effectue une visite d'Etat de deux jours. "Votre pays chaque jour accomplit des pas décisifs vers la démocratie", a-t-il ajouté, louant le souci du Maroc d'assurer son "unité" sur la base de "la reconnaissance de sa diversité".

"Notre devoir c'est de vous accompagner" dans cette voie", a encore affirmé le chef de l'Etat français, saluant la "stabilité" du pays.

François Hollande a notamment évoqué l'adoption, à l'été 2011, d'une nouvelle Constitution, qui garantit notamment, selon lui, "la tolérance" et "reconnaît le caractère multiple de l'identité marocaine".

"Je sais aussi, malgré ces progrès, ce que sont encore les attentes des Marocains", a ajouté M. Hollande. "Il y a des impatiences partout (...) mais je sais que vous avez la volonté de faire face et de réaliser ce que vous avez promis aux Marocains", a-t-il dit.

Le président français doit ensuite s'entretenir avec le chef du gouvernement islamiste Abdelilah Benkirane, intervenir devant des chefs d'entreprises, et dialoguer avec des étudiants puis des personnalités de la société civile.

Après la signature mercredi d'une trentaine d'accords et de contrats bilatéraux, pour un montant de 300 millions d'euros, en particulier dans le domaine des transports, M. Hollande a de nouveau exhorté les chefs d'entreprises à investir au Maroc, alors que la France a perdu en 2012 sa place de premier fournisseur.

"L'idée de la colocalisation fait son chemin au Maroc. Elle répond à une logique de partage qui doit combiner la recherche de création d'emploi dans nos deux pays.Tous les emplois crées par les entreprises françaises au Maroc doivent engendrer un développement de notre propre activité nationale", a-t-il estimé.

El Watan.com

Hollande appuie le «plan de large autonomie» du roi

Le président français, François Hollande, a souligné une «amitié d'une qualité rare pour ne pas dire exceptionnelle» entre la France et le Maroc. Il appelle les entreprises franco-marocaines à s'associer dans cette démarche d'aller développer l'Afrique, pour être utile et en même temps servir les intérêts des deux pays.

Mercredi dans la soirée, les forces de sécurité marocaines ont investi la capitale du royaume pour préparer la deuxième journée de la visite du chef de l'Etat français, François Hollande, qui est arrivé dans l'après-midi à Casablanca. Ce n'est que le lendemain matin, jeudi, qu'il a rejoint Rabat, où une séance conjointe des deux chambres du Parlement marocain a été convoquée en son honneur. C'est à 11h30 que le président français rejoint le pupitre pour prononcer un discours attendu par le gouvernement et l'opposition. Il soulignera, pour introduire son intervention, d'abord une «amitié d'une qualité rare pour ne pas dire exceptionnelle entre les deux pays».

D'emblée, François Hollande apporte son onction aux réformes lancées par le roi du Maroc, Mohammed VI, en décrivant un Parlement marocain issu de suffrages universels, témoignant de la vitalité de la démocratie marocaine. Comme pour faire un clin d'œil à Alger, l'orateur dira toute sa «fierté de l'amitié de la France avec le Maroc». Sous un tonnerre d'applaudissements, l'invité du roi mentionnera l'inexistence de conflit de mémoire entre les deux pays avant de décliner «l'affection que les Français ont pour le Maroc». Un Maroc fait, selon lui, «d'identités multiples». La France, insiste-t-il, «a confiance en le Maroc». Pour preuve ! Pas moins de 800 entreprises françaises y sont présentes dans divers domaines.

«La France a confiance en le Maroc»

Elles ont investi plus de 6 milliards d'euros ces dix dernières années et employant 100 000 personnes. Cela va de la construction automobile à l'aéronautique, dont une centaine d'entreprises basées à Casablanca, en passant par les eaux et l'agro-industrie. Plus que cela, les deux pays ont concentré leur coopération sur la formation. Le lycée français, à lui seul, a formé 650 000 étudiants. L'institut français en accueille 65 000 dans ses classes. «Mais tout ne va pas aussi vite que certains le souhaitent», concède François Hollande en retenant tout de même que le royaume est «un pays de stabilité».

Standing ovation pour «l'ami» Hollande

Il prendra d'ailleurs à témoin le chef du gouvernement, l'islamiste du PJD, Abdelilah Benkirane, qui se retrouve aujourd'hui au pouvoir après «avoir passé dix ans dans l'opposition». «L'alternance est un processus irréversible», poursuit le chef de l'Etat français. Brossant un tableau idyllique du royaume chérifien, il ne manquera pas de vanter la

Constitution votée en 2011, en cela, dit-il, qu'elle «garantit la tolérance et reconnaît le caractère multiple de l'identité marocaine». Enumérant les partenariats entre les deux pays, l'orateur fera également remarquer que la France est «le premier client du Maroc – mais plus son premier fournisseur – dans des échanges d'une valeur de huit milliards d'euros».

François Hollande défend ainsi le principe de «la colocalisation» en lançant à l'adresse d'une assistance toute ouïe : «Ce qui est bon pour le Maroc est bon pour la France.» Au-delà de la coopération dans divers domaines, le président français soulignera ce qu'il pense être comme «responsabilité commune» des deux pays, «compte tenu de leur situation géographique, notamment celle du Maroc». «Nous pourrions coordonner nos actions, converger dans nos réalisations pour investir largement autour de la Méditerranée et en Afrique», préconise l'invité du Maroc qui appelle les entreprises des deux pays à s'associer dans cette démarche d'aller développer l'Afrique, grand continent, pour être utile et en même temps servir les intérêts des deux pays.

Mais plus que le business et les intérêts économiques, François Hollande place le royaume chérifien et son pays au centre de grands enjeux géostratégiques dans la région. Il précise : «Ce qui se passe dans le Sahel est une menace pour toute l'Afrique et pour l'Europe.» «C'est la raison, dit-il, pour laquelle elle a pris ses responsabilités au Mali.»

Ne manquant pas de mettre l'accent sur le soutien du roi, du gouvernement et du Parlement marocains, le président français lâche le morceau en soulignant la position géographique du Maroc. «Vous êtes un pays saharien, riverain du Sahel, et vous savez mieux que d'autres ce qui est en jeu», lance-t-il devant les représentants des deux Chambres. «L'action que nous menons ensemble, Français et Marocains, dans cette région, s'inscrit dans un cadre qui est la Méditerranée», ajoute l'orateur en parlant «d'impasse» due au blocage induit par la question du Sahara occidental. Une impasse, dit-il, qui est «préjudiciable à tous ; aux familles séparées, aux réfugiés des camps, aux relations entre les pays du Maghreb».

Contrairement à ce que François Hollande avait déclaré dans son discours d'Alger, il apporte son soutien aux propositions marocaines.
Il a affirmé que la France apporte son soutien à la démarche du secrétaire général de l'ONU pour parvenir à un règlement politique mutuellement acceptable sur la base des résolutions du Conseil de sécurité. Cependant, le président français affirme aussi que «le plan présenté en 2007 par le Maroc, qui prévoit un statut d'une large autonomie pour la population du Sahara occidental, est une base sérieuse et crédible en vue d'une solution négociée».

Tout le Parlement se lève pour saluer le soutien de l'«ami» français qui préconise une vision politique commune pour la Méditerranée, pour l'Afrique et pour qui rien ne sera grand sans que le Maroc et la France y contribuent».

Said Rabia